

HAGONDANGE



MARCHE DE TRAVAUX

INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION URBAINE

<h3>REGLEMENT DE CONSULTATION R.C.</h3>
--

Mairie
Place Jean Burger
57300 Hagondange
Tél : 03 87 71 50 10 - Fax : 03 87 72 18 36
E-mail : mairie@ville-hagondange.fr

Article premier - Objet de la consultation

La présente consultation concerne l'installation de vidéoprotection au sein de la commune de Hagondange afin de renforcer le sentiment de sécurité. Le marché a un objectif de dissuasion mais aussi de distinguer aux entrées et sorties de ville les plaques d'immatriculations d'auteurs d'actes malveillants.

Article 2 - Conditions de la consultation

2-1 - Mode de la consultation

Marché passé selon une procédure adaptée – Ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et décret n°2016-360 du 05/03/2016 relatifs aux marchés publics

2-2 - Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

2-3 - Délai(s) d'exécution

Les délais d'exécution sont définis à l'article III de l'acte d'engagement et à l'article 4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

2-4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2-5 - Variantes

Les candidats pourront proposer des variantes. Ils devront dans tous les cas répondre à l'offre de base et compléter l'acte d'engagement en conséquence.

2-6 - Organisation de la consultation

Les travaux font l'objet de 2 lots et sont répartis par lots définis comme suit :

- **LOT 1 : intégration et mise en service d'un système de vidéoprotection**
- **LOT 2 : Travaux de terrassement**

2.7 - Visite du site des travaux

Une visite sur site peut être réalisée. Le candidat prendra contact avec le service technique pour l'organisation de la visite.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement,
- le règlement de la consultation,
- le CCAP,
- le B.P.U.,
- le D.Q.E.
- le CCTP et son annexe.

Les candidats intéressés auront la possibilité de télécharger le dossier de consultation sur le site internet de la ville de Hagondange : www.ville-hagondange.fr (rubrique des marchés publics) ou sur la plate-forme de dématérialisation www.depoz.fr .

Nota : Un plan synthèse (DWG) est disponible à la demande, si besoin, auprès d'ENERGIES SERVICES – M. FERRO

Article 4 - Présentation des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

4.1- Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pour les pièces concernant la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles et téléchargeables dans ce présent marché. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles 48 et 50 à 52 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L.323-1 du code du travail.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

- Présentation du candidat en termes de compétences liées au présent marché – (en cas de groupement indiquer les missions de chaque membre) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années et leurs qualifications et missions dans l'entreprise ;
- Liste des principales opérations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant la nature des travaux, le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique et/ou qualifications ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'ouvrage ;
- Une déclaration indiquant les moyens humains de l'entreprise pour la réalisation de l'ouvrage.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En ce qui concerne les obligations fiscales et sociales, le candidat pourra fournir soit :

- une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, justifiant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

OU

- Si ces documents sont en possession du candidat, les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents OU l'état annuel des certificats reçus (NOTI2) pour une situation au 31 décembre 2015.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Bordereau de Prix Unitaires
- Le Détail Quantitatif Estimatif
- Un mémoire permettant d'apprécier la valeur technique détaillant notamment :

- Moyens humains et techniques affectés à l'opération
- Programme d'exécution et durée prévisionnelle des différentes tâches et effectifs affectés à chaque tâche
- Listing complet des équipements proposés au regard du CCTP
- Méthodologie de l'intervention

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles 48 à 52 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 5 jours.

Article 5 - Jugement des candidatures et des offres

L'analyse des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- 1- **Garanties et capacités techniques et financières**
- 2- **Références professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

LIBELLE	POINTS
1- Prix des prestations	50
2- Valeur technique	40
3- Délais	10

→ Calcul de la note des offres pour les critères valeur technique :

On attribue une note sur 20 aux différents candidats en se basant sur le mémoire technique fourni, puis on calcule la note finale en utilisant la méthode des ratios.

Pas de note méthodologique : 0 point

Note candidat X = $(v_x/20) \times 40$

v_x : note obtenue par le candidat X

→ Calcul de la note des offres pour le critère prix :

Note candidat : X = $(m_p/p_x) \times 50$

m_p : offre la plus basse

p_x : prix proposé par le candidat X

→ Calcul de la note des offres pour le critère délais :

Note candidat X = $(m_d/d_x) \times 10$

m_d : meilleur délais

d_x : délais proposé par le candidat X.

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres doivent être remises pour le **jeudi 26 juillet 2018 à 12 H 00**

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

**MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF
DE
VIDEOPROTECTION URBAIN
« NE PAS OUVRIR »**

Ce pli doit contenir les pièces définies à l'article 4.1 et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Mairie de Hagondange
Services Techniques
Place Jean Burger
57300 HAGONDANGE**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à leurs auteurs.

L'offre peut également être déposée sur la plate-forme dématérialisée www.depoz.fr .

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent s'adresser à :

Pour la partie administrative :

**Mairie de Hagondange
Services Techniques
Place Jean Burger
57300 HAGONDANGE
Monsieur R. KALECHE
Tél. : 03.87.71.50.10**

Pour la partie technique :

**ENERGIES SERVICES
22, rue de la Fontaine
57300 HAGONDANGE
Monsieur J. FERRO
Tél. : 03 87 71 66 34**

Article 8 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Seuls les espaces réservés aux candidats sont à compléter. Toute modification ou ajout sur les documents de la consultation est strictement interdit et entraînera le rejet de l'offre.